



Conseil national des 30 septembre & 1^{er} octobre 2023

Dans le grand chaos du monde, construire une alternative : l'écossocialisme

Nous sommes dans un cycle marqué par une instabilité politique majeure qui ne cesse de s'aggraver au plan international et national.

La planète subit une catastrophe climatique résultant d'un capitalisme prédateur et destructeur de notre écosystème. Le rôle des superpuissances se redéfinit pour dessiner une nouvelle carte du monde et prendre en charge les nombreuses mutations technologiques et défis anthropologiques (conquête spatiale et sous-marine, intelligence artificielle, manipulations du vivant).

Il y a vingt ans, la Chine entrait dans l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) pour s'affirmer comme un acteur majeur du capitalisme mondialisé. Aujourd'hui, le bras de fer entre les États-Unis d'Amérique et la Chine vise à déterminer qui va dominer la géopolitique internationale alors que la Russie tente de prendre place comme une force incontournable (en particulier en Afrique). La mer de Chine et la zone Pacifique sont le théâtre de tensions, et les États-Unis resserrent leur contrôle politique et militaire sur les états européens avec le renforcement de l'OTAN après l'invasion russe de l'Ukraine.

Parallèlement, la Chine est en capacité d'organiser un sommet pour la paix dans le conflit entre le Yémen et l'Arabie Saoudite. Elle jouera certainement un rôle déterminant pour trouver une issue à la guerre en Ukraine du fait du passage de la « nouvelle route de la soie » en Europe centrale. Le monde multipolaire que les BRICS tentent d'organiser percute l'ordre en place et laisse entrevoir une nouvelle distribution des forces mondiales et marque une remise en cause de l'impérialisme nord-américain.

Au Moyen-Orient comme au Sahel, les relations géopolitiques se réorganisent aussi, avec un affaiblissement certain de l'influence française et de son impérialisme qui a cru pouvoir traiter en valets les pays d'Afrique francophone et le Liban.

L'héritage néocolonial français, avec les opérations Serval puis Barkhane, a suscité un rejet massif. L'ultime tentative de Macron d'embarquer l'Union européenne dans ces opérations ne lui a pas permis d'éviter une déconfiture diplomatique majeure.

Le cycle historique ouvert par le coup d'État au Chili, il y a 50 ans, suivi des années Reagan-Thatcher, n'a pas épuisé la force et la volonté du Capital de s'attaquer aux conquêtes sociales et démocratiques dans les différentes luttes avec les peuples et le mouvement social.

Dans son discours sur l'état de l'Union européenne ce 13 septembre, Ursula Von Der Leyen n'en a eu que pour le Capital ; pas un mot sur les difficultés des dizaines de millions de d'européen·nes face à l'inflation et la pauvreté galopantes. Telle qu'elle se déroule, la construction européenne est plus que jamais un carcan pour les peuples et leurs aspirations. Ce sera l'enjeu majeur des futures élections européennes de juin 2024 que d'ouvrir une perspective de rupture politique avec cette Europe procapitaliste qui nourrit aussi les dangers nationalistes. A nous d'y répondre par un projet d'Europe sociale. Les jeunes de la NUPES ont commencé un travail sur les élections européennes, les composantes de la coalition doivent s'en saisir et organiser le débat pour un programme européen de rupture en vue des prochaines échéances.

La Démocratie devient un obstacle pour les puissants. Ainsi, l'extrême-droite représente aujourd'hui dans de nombreux pays une option choisie par une fraction significative de la bourgeoisie afin d'assurer sa domination dans la lutte de classes, le mouvement citoyen et s'attaquer aux libertés individuelles et collectives. Avec la complicité des médias, un modèle culturel s'impose.

En cette rentrée scolaire, alors que l'école est en souffrance en termes de ressources humaines et financières, le service national universel - SNU - qui pèse plus de 160 millions d'euros, continue de s'imposer avec son projet d'embrigadement de la jeunesse. A l'intérieur même de l'éducation nationale, le renforcement de la militarisation et le contrôle du pouvoir sur la jeunesse doivent nous alerter. Le travail quotidien de l'école doit rester à la formation de citoyennes et citoyens libres disposant d'un esprit critique, refusant l'appropriation par l'armée des notions d'engagement, de responsabilité, et de solidarité. Les arts sont réduits à du temps de divertissement ou à de la spéculation pour riches. Le révisionnisme de l'Histoire bat son plein.

Macron fait le lit du fascisme en désespérant le peuple et en reprenant les thèmes et campagnes de l'extrême-droite, notamment en ne concevant pas une politique migratoire digne des conventions internationales. En rencontrant plusieurs fois Giorgia Meloni cet été, il participe à l'offensive fasciste en Europe et soutient les accords inhumains et indignes qui font de la Méditerranée un véritable cimetière humain.

La contre-réforme des retraites s'applique du fait de la possibilité institutionnelle de la Vème République de passer en force.

Le gouvernement soutient l'augmentation des marges entreprises, à l'origine de la crise inflationniste, et plonge nos concitoyen·nes dans la misère et les oblige à se priver du nécessaire pour vivre. A cela s'ajoute la détérioration climatique, toutes deux causant une surmortalité importante qui touche essentiellement les plus démunis. Il favorise l'évasion fiscale et les profits spéculatifs et l'argent est là pour financer un budget militaire qui augmente de trois milliards par an de 2023 à 2027 pour alimenter une économie de guerre. Dans ces circonstances, le PG communiquera et participera pleinement à la manifestation intersyndicale du vendredi 13 octobre 2023.

La V^e République est une machine antidémocratique confisquant la volonté et la souveraineté du peuple, d'autant plus que la séparation des pouvoirs est battue en brèche. Macron se l'approprie pleinement, notamment par l'usage répété du 49-3. L'examen de la Loi de Programmation des Finances Publiques en a fait la récente démonstration. Le gouvernement peut tout de même compter sur les LR pour raffermir leur politique comme nous avons pu le voir avec la réforme des retraites.

La tension politique est très forte. Face à cette situation, la journée du 23 septembre marque le refus des violences policières – soutenues et encouragées par les syndicats factieux de la Police nationale –, du racisme systémique et de la violence sociale. Elle donne à voir des éléments de rupture avec la brutalité de l'oligarchie au pouvoir, en soulignant combien les luttes sur les droits et les questions de société sont bien des luttes sociales. L'appel unitaire d'organisations de nature très diverses (associations, collectifs, syndicats, partis) constitue un premier pas important vers la réalisation de l'Unité Populaire.

La NUPES constitue aujourd'hui la seule alliance programmatique dont nous pouvons disposer. Elle est à consolider durablement malgré des tentatives internes et externes de la diviser ; donnant ainsi des bâtons à Macron pour nous affaiblir et nous réprimer. Le PG s'inscrit entièrement dans la démarche de la NUPES.

La France Insoumise en est la force principale, c'est elle qui a porté Jean-Luc Mélenchon à 22 % des voix lors de l'élection présidentielle de 2022. Nous avons en France un axe politique unique en Europe de résistance aux politiques libérales depuis près de trois décennies. Le Parti de Gauche a été à l'initiative dans ses différentes versions : le Front de gauche en 2009 et la France Insoumise en 2016 ; voilà l'utilité de notre parti que nous devons développer, en gardant notre autonomie d'expressions et d'actions, au service de l'avènement d'une République écosocialiste.

Pour autant notre position, au-delà des stratégies électorales, est à même d'affirmer une radicalité nécessaire à la gauche.

Nous devons bâtir et renforcer les liens avec les structures participant à construire les luttes sociales, écologiques, démocratiques et de désobéissance civile. Ceci afin de consolider notre base programmatique de rupture et gagner la bataille culturelle.

À l'échelle locale, les espaces ruraux doivent faire l'objet d'une lutte particulière car c'est un espace intense de luttes et d'expériences écosocialistes : bataille de l'eau, de l'énergie, des mobilités, ... Dans ce cadre, avec la Constituante, la 6^e République doit rester un objectif majeur.

C'est dans cette situation politique que le Parti de Gauche va tenir son congrès les 22, 23 et 24 mars 2024. Celui-ci aura vocation à être utile à la gauche, à la contestation du système capitaliste et à la formulation d'une alternative politique autour de l'écosocialisme et d'un programme anticapitaliste réactualisé.

Nos débats et nos propositions se veulent utiles au peuple et à l'humanité tout entière. Ils portent un contenu concret et une vocation universelle dans la lutte quotidienne et l'objectif historique de l'émancipation humaine.

Le dernier numéro de notre revue l'Intérêt Général « *Les Migrations* » en atteste. Nous sommes le premier courant politique à produire une vision cohérente et alternative face à la politique de Macron/Darmanin et avant le débat au Parlement.

Nos axes et chantiers de Congrès sont les suivants :

- l'écosocialisme, comme alternative globale au capitalisme
- la lutte contre le fascisme, à partir de la défense des libertés démocratiques et de notre modèle culturel d'émancipation individuelle et collective
- le féminisme, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'antiracisme et l'égalité des droits
- la défense des personnes invisibilisées et stigmatisées
- le renforcement de l'unité politique à gauche
- la promotion de la Constituante et la 6^e République
- l'aide à la construction de La France Insoumise comme mouvement populaire organisé et ancré dans les luttes et les territoires
- le combat contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, pour la paix et le non-alignement

Nous consacrerons la clôture du Congrès, comme nous l'avons fait en 2021, à une conférence internationaliste avec nos partenaires d'autres pays.

Nous mettrons en perspective, pour fin 2024 et 2025, le travail politique pour mieux faire connaître, réactualiser nos thèses sur l'écosocialisme et notre programme politique.